



Les enfants de la
RÉSISTANCE

Pour en savoir plus

Dossier rédigé par Dugomier



© MINISTÈRE DE LA CULTURE - MÉDIATHÈQUE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE, DIST. FRANK GRAND (PALAIS) / STUDIO HARCOURT

Principal artisan du CNR, Jean Moulin en a été le premier président.

Le CNR, le Conseil national de la Résistance

Le CNR, créé le 27 mai 1943, unifie les différents mouvements de la résistance intérieure française et élabore des mesures à appliquer au moment de la libération du territoire. Ce conseil se réclame de l'autorité du général de Gaulle. Son influence sera considérable.

Avant la création du CNR

Depuis le 1^{er} janvier 1942, Jean Moulin, délégué général en zone sud du général Charles de Gaulle, œuvre à regrouper les mouvements de résistance du pays. Le but de la Résistance est de participer à la libération de la France, mais aussi d'organiser un retour à la démocratie. Une fois l'occupant allemand chassé, un gouvernement provisoire et un programme politique avec des réformes sociales et économiques seront nécessaires. L'idée de créer un conseil qui organiserait tout cela naît. Ce sera le Conseil national de la Résistance (CNR). L'idéal démocratique demande d'impliquer les partis politiques et les syndicats. Mais ceux-ci sont interdits par le régime de Vichy, dirigé par le maréchal Pétain, qui collabore avec l'Allemagne nazie. Heureusement, partis politiques

et syndicats ont repris leurs activités dans la clandestinité. Jean Moulin et ses adjoints les contactent pour les inclure dans le projet du CNR. Celui-ci doit aboutir au plus vite, car Anglais et Américains souhaitent placer le général français Henri Giraud à la tête du futur gouvernement provisoire à la Libération. Or, la Résistance ne souhaite pas de Giraud à ce poste, et préfère le général de Gaulle.

De Gaulle à Londres, Giraud à Alger

En réalité, début 1943, la France possède deux autorités provisoires. Il y a de Gaulle, à Londres, le chef de la France combattante, qui réunit résistances extérieure (Londres) et intérieure (France). Et Henri Giraud, à Alger, à la tête du Commandement en chef français civil et militaire, qui exerce son autorité sur les territoires français en Afrique du Nord libérés par les Alliés en novembre 1942. De plus en plus de soldats français se regroupent alors à Alger, prêts à partir à la reconquête de la France. Giraud a été mis en place par le Premier ministre anglais, Winston Churchill, et surtout par le président américain, Franklin D. Roosevelt. Le souci pour la Résistance est que, bien que Giraud soit opposé à l'Allemagne nazie, il continue à reconnaître la légitimité du maréchal Pétain. À Alger, il poursuit l'application des principes de la Révolution nationale, la doctrine politique autoritaire de Pétain, et ne s'en écarte que petit à petit. Churchill et Roosevelt, de leur côté, se méfient du général de Gaulle, qu'ils voient comme un potentiel dictateur. Mais ils sous-estiment sa popularité en France. Roosevelt veut aussi écarter Charles de Gaulle car celui-ci prône l'indépendance entière de la France après la Libération, alors que les Américains aimeraient l'administrer eux-mêmes. De Gaulle sera donc en situation de faiblesse lorsqu'il rencontrera Giraud à Alger, début juin 1943. Au terme de ces négociations, le chef de tous les Français en lutte contre les nazis devra pourtant être désigné. Et il sera probablement ensuite placé à la tête du futur gouvernement provisoire.



Le général de Gaulle, à droite, serre la main du général Giraud devant Roosevelt et Churchill, le 24 janvier 1943, lors d'une première tentative de rapprochement voulue par les Alliés à la conférence de Casablanca (Maroc).





Plaque commémorative apposée sur la façade de l'immeuble situé au 48-rue du Four (Paris, 6^e), lieu de la première réunion du CNR.

La première réunion du CNR

Il y a urgence. Un proche de Pétain étant sur le point de devenir le chef de la Résistance, Jean Moulin annonce anticipativement par télégramme la création du CNR. Il écrit : « Le peuple de France n'admettra jamais la subordination du général de Gaulle au général Giraud. » Journaux et radios des pays libres relayent l'information le 15 mai, ce qui donne du poids à de Gaulle. Une réunion historique a lieu le 27 mai 1943 au 48 rue du Four, dans le 6^e arrondissement de Paris. Pierre Meunier et Robert Chambeiron, adjoints de Jean Moulin, vont chercher un à un les invités à qui ils ont donné des rendez-vous secrets dans le quartier. Le risque est réel. Beaucoup d'entre eux sont suspectés d'activisme ou agissent sous de fausses identités. Les représentants des huit principaux mouvements de résistance sont là. Il y a également les six représentants des grandes tendances politiques, de droite comme de gauche (bien sûr, les partis d'inspiration fasciste qui soutiennent Pétain – les seuls autorisés par lui – ne sont pas contactés par le CNR). Enfin, il y a



deux représentants des syndicats, organes qui défendent l'intérêt commun. Le CNR est une sorte de parlement. C'est donc, en pleine Occupation, une représentation large et démocratique de la France privée du droit de vote qui s'exprime. Un vrai tour de force. Après débat, le CNR vote une motion de soutien au général de Gaulle. Le CNR veut qu'il reste le chef de la Résistance. Jean Moulin est quant à lui élu président du CNR.

De Gaulle part à Alger

La motion du CNR énonce que le gouvernement provisoire de la France « devait être confié au général de Gaulle, qui avait été l'âme

de la Résistance aux jours les plus sombres, et qui n'avait cessé depuis le 18 juin 1940 de préparer, en pleine lucidité et en pleine indépendance, la renaissance de la patrie détruite, comme des libertés républicaines déchirées ». Fort de cette légitimité démocratique, dont Anglais et Américains ne peuvent plus douter, de Gaulle arrive le 30 mai à Alger. Après trois jours de débat, il s'impose face à Giraud. Ils créent ensemble le Comité français de libération nationale (CFLN). Celui-ci regroupe et représente l'ensemble des Français qui combattent l'Allemagne. De Gaulle et Giraud s'en partagent la direction. Militaire pour Giraud. Plus orientée politique pour de Gaulle, qui reste aussi chef de la Résistance. Le CFLN est reconnu par les Alliés, et la France devient un pays allié à part entière. À la Libération, le CFLN pourra se transformer en Gouvernement provisoire de la République française (ce qu'il fera dès le 3 juin 1944). La France a totalement repris sa place dans la guerre et peut commencer à organiser l'après. À partir du 9 novembre 1943 et la mise à l'écart de Giraud, de Gaulle prendra seul la direction du CFLN.



Ci-dessus : Pierre Meunier et Robert Chambeiron, adjoints de Jean Moulin, et Daniel Cordier, son secrétaire, organisateurs de la réunion.

À droite : Base aérienne de Boufarik, près d'Alger, 30 mai 1943. Giraud accueille de Gaulle en provenance de Londres pour une rencontre décisive.

© D.R.



À gauche : Franklin D. Roosevelt, président des États-Unis d'Amérique.
Ci-dessous à gauche : Winston Churchill, Premier ministre de l'Angleterre.
Ci-dessous : Une de La Dépêche algérienne du 4 juin 1943 annonçant la création du CFLN et sa présidence à deux têtes.

© D.R.



Arrestation de Jean Moulin

Courant 1943, les Allemands ont acquis la certitude qu'un débarquement aura lieu en France et que la Résistance jouera un rôle dans les combats. Dès lors, ils veulent décapiter cette dernière. Le 9 juin 1943, le général Charles Delestraint, chef de l'Armée secrète (AS), est arrêté par la Gestapo. Quatre jours plus tard, c'est au tour du général Aubert Frère, chef de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA). Tous deux mourront en déportation. Le 21 juin, c'est Jean Moulin qui est arrêté à Caluire, près de Lyon. La Gestapo ne l'identifie pas, mais comprend qu'elle détient l'un des principaux instigateurs

de la Résistance. Moulin est torturé durant deux semaines et meurt le 8 juillet sans avoir parlé. En septembre 1943, Georges Bidault est élu président du CNR à la place de Jean Moulin. Si la Résistance s'est consolidée durant cette année 1943, elle subit en retour des coups très durs. Des réseaux entiers sont décimés. L'historien Fabrice Grenard explique : « C'est là la force de la Résistance française. À chaque fois qu'un de ses responsables tombe, un autre le remplace. » Par prudence, le CNR ne se réunira plus dans sa totalité, comme lors du 27 mai 1943. Bientôt, il

« La France désigne ses chefs. On ne les lui impose pas. Entre de Gaulle et Giraud, le peuple a choisi de Gaulle. Telle est sa volonté », écrit Henri Freytag dans Combat, le 15 avril 1943.



travaillera à l'élaboration d'un programme d'actions et de mesures destiné à être mis en place au moment de la Libération. Depuis 2014, le 27 mai est la Journée nationale de la Résistance, moment de réflexion sur les valeurs de la Résistance et celles portées par le programme du Conseil national de la Résistance.

Réunion du CNR après la Libération. Afin de rendre hommage à Jean Moulin, sa place est restée libre. Debout, Georges Bidault, qui l'a remplacé à la présidence du CNR en septembre 1943.



© D.R.



Un équipage de bombardier anglais, comme celui posant devant un Avro Lancaster, était toujours composé de sept hommes. Les appareils américains comprenaient en général un équipage de dix hommes.



L'aide aux aviateurs alliés

Depuis 1940, la guerre dans le ciel est incessante. Chasseurs et bombardiers survolent l'Europe par milliers, et ils sont nombreux à être abattus. Les aviateurs survivants se retrouvent alors à la merci de l'occupant. À moins que la population et la Résistance ne leur viennent en aide.

Maîtriser l'espace aérien

La bataille d'Angleterre, qui eut lieu au-dessus de la Manche de l'été 1940 au printemps 1941, a montré l'importance de la maîtrise de l'espace aérien. Les Anglais ont acquis, face aux Allemands, la supériorité sur l'espace aérien séparant l'Angleterre de la France envahie. Le projet allemand de débarquer en Angleterre est devenu impossible et le pays, base de départ incontournable en vue de la libération de la France, est sauvé. Depuis lors, nuit et jour, patrouilles et formations aériennes s'affrontent au-dessus de la Manche, de la mer du Nord et de la mer Baltique. Pour les Anglais et les Américains, outre la mission défensive, il y a des raisons offensives à cette maîtrise de l'espace aérien : avoir un ciel le plus libre possible pour bombarder des objectifs en territoires occupés, mais aussi pour protéger le futur débarquement allié.

Tombés du ciel

L'aviateur allié qui se trouve en territoire occupé après avoir sauté en parachute est dans une situation de grande fragilité. Il ne connaît ni le terrain, ni la langue, ni personne. Il porte une tenue de vol reconnaissable et, s'il la remplace par une tenue civile, il encourt la peine de mort. Tombé en Allemagne, l'aviateur sera fait prisonnier jusqu'à la fin de la guerre. C'est pourquoi certains tentent d'atterrir avec leur avion endommagé en Suisse, pays neutre, pour y trouver asile. Si l'aviateur tombe en mer, ses chances de survie sont faibles, même avec un gilet de sauvetage. Des patrouilles peuvent le récupérer, à condition d'être proche des côtes anglaises. Reste la possibilité d'être secouru par des marins pêcheurs.

L'équipement de l'aviateur

Vu le peu de place disponible à bord des avions, le matériel de l'aviateur est très rudimentaire. Il porte un foulard, sur lequel est imprimée une carte de France très précise, ou celle de toute autre région survolée dans le cadre de sa mission. Toujours dans le but de s'orienter, il est pourvu d'une petite boussole. Il possède aussi un couteau, pour trancher rapidement les sangles de son parachute.

Aviateurs anglais dans le poste de pilotage d'un bombardier.



Bombardier américain Boeing B-17F Flying Fortress du même modèle que celui qui s'est écrasé près du village de François, Lisa et Eusèbe.





Dégâts à l'intérieur d'un bombardier anglais Handley Page Halifax causés par les éclats d'obus des canons de la Flak, la défense anti-aérienne allemande.



Foulard d'évasion, avec la carte de France, que portaient les aviateurs alliés.

Il ne dispose que rarement d'un revolver. Quelques rations alimentaires et une trousse médicale peuvent compléter son équipement. Un lexique multilingue tenant sur un bout de papier facilite le contact avec la population.

La traque commence

L'aviateur tombé en territoire occupé est immédiatement pourchassé par l'armée allemande, la Gestapo, la Milice française (en zone sud dès 1943 et dans toute la France à partir de 1944) et la police française. Il arrive bien souvent par surprise chez des civils français qui acceptent ou non de prendre le risque de l'aider. Des Français s'improvisent ainsi hébergeurs. Ceux-ci doivent alors contacter la Résistance, de préférence un réseau spécialisé dans l'évasion. En attendant, il leur faut cacher et nourrir l'aviateur. Pour cela aussi, vu le rationnement, il faut l'aide de la Résistance. Les aviateurs étant fréquemment blessés, il fallait alors demander assistance à un médecin. Ce sont

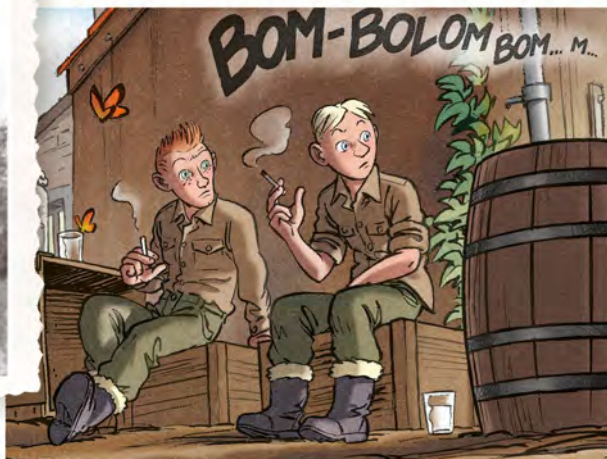
tous ces mouvements, lors desquels silence et cloisonnement sont brisés, que surveille l'Abwehr, le service de renseignement de l'armée allemande. L'Abwehr veut retrouver les aviateurs, mais surtout les réseaux. Elle les infiltre avec des collaborateurs français à la solde des nazis et de faux pilotes, ou crée de fausses filières d'évasion qui sont de véritables pièges. En cas de capture, l'aviateur n'est pas en danger de mort, à moins qu'il ne refuse de se rendre. Par contre, hébergeurs et résistants sont exécutés ou déportés en Allemagne dans des camps de travaux forcés.

Leur survie dépend du premier contact

La lecture des rapports d'évasion permet de découvrir le ressenti des aviateurs perdus en territoire français. La crainte de tomber sur un collaborateur et d'être dénoncés est réelle, car ils savent qu'ils se retrouvent dans un pays occupé par les Allemands et dirigé par le maréchal Pétain, qui prône la collaboration. Il existe aussi des primes à la dénonciation, ce qui, dans cette période difficile, est tentant. Régulièrement, des civils français leur crient de partir.



Aviateurs alliés cachés par Mmes Mislant et Biron à Blaregnies, dans la province belge du Hainaut.





Ils ont peur, car aider un aviateur est passible de la peine de mort. Pourtant, beaucoup les aident malgré tout en indiquant une direction, en donnant de la nourriture, des habits ou un abri pour une nuit. Les aviateurs doivent se déplacer de nuit pendant des kilomètres, empruntant quand ils le peuvent les cours d'eau pour échapper aux chiens de la Gestapo. Ils dorment le jour, dans les bois. Lorsqu'ils sont hébergés, ils souffrent de l'attente interminable d'une solution de rapatriement. Ils sont cachés dans un grenier ou une cabane, avec de rares pauses en extérieur. Après le débarquement allié en Normandie en juin 1944, certains arrivent à rejoindre leurs frères d'armes en franchissant, non sans risques, la ligne de front. D'autres restent cachés jusqu'à la Libération ou intègrent parfois un maquis pour poursuivre la lutte aux côtés des résistants français.

Les évasions par les airs

L'évasion en avion était rare, car complexe à mettre en œuvre d'un point de vue logistique. Le décollage difficile raconté aux pages 45 et 46 de cet album est librement inspiré du rapport du lieutenant Affleck. Il exfiltra vers Londres, dans la nuit du 8 au 9 février 1944, un aviateur anglais, ainsi qu'un couple de résistants devenus célèbres, Raymond et Lucie Aubrac, accompagnés de leur fils. Lucie Aubrac, enceinte de 9 mois, accouchera peu après son arrivée à Londres. L'avion utilisé était le bimoteur Lockheed Hudson, l'un des deux héros nocturnes des atterrissages clandestins avec le monomoteur Westland Lysander (appareil présenté dans le dossier du tome 3). Ce type d'action demandait un terrain d'atterrissage validé par la Royal Air Force (RAF), la force aérienne anglaise. Il devait être balisé et protégé de façon très rigoureuse. Une piste de 600 mètres suffisait

au Lysander, mais 800 mètres au minimum étaient nécessaires au Hudson, beaucoup plus lourd. Le jour de l'opération était annoncé par un message convenu diffusé par Radio Londres.

Les réseaux spécialisés

Ils étaient nombreux. Le réseau Comète reliait Bruxelles à Biarritz par trains et par routes. Les Pyrénées étaient ensuite franchies à pied. D'Espagne, l'aviateur regagnait Londres ou Alger via Gibraltar. Le réseau Var opérait en Bretagne, où des vedettes rapides anglaises récupéraient les hommes dans de petites criques discrètes et les ramenaient en Angleterre. Entraide oblige, certaines de ces lignes s'interconnectaient, au détriment



Photographie aérienne prise par un avion de reconnaissance de la RAF pour repérer un terrain d'atterrissage clandestin du réseau Passum, dans la Marne. Il porte le nom de code « Brasenose ».

© THE NATIONAL ARCHIVES NEW UK

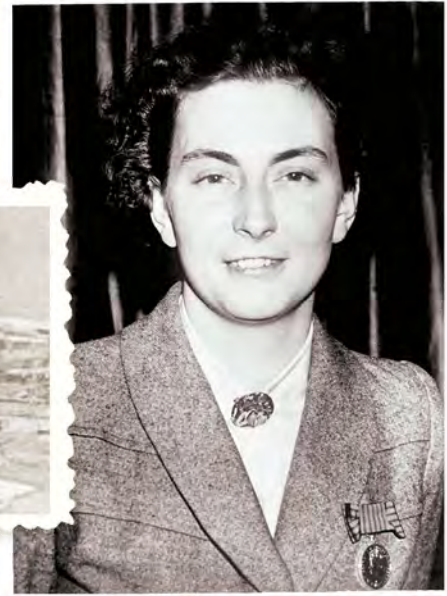


Avis à la population au sujet des aviateurs. L'aide est interdite, et la dénonciation encouragée.



À droite : Portrait de la Belge *Andrée De Jongh*, cocréatrice et cheffe du réseau *Comète*. Avec la Française *Marie-Madeleine Fourcade*, elle est l'une des rares femmes à avoir dirigé un réseau de résistance.

Ci-dessous : Le *Lockheed Hudson* a été utilisé pour des missions discrètes. Le modèle employé à ces occasions – qui apparaît à la fin de cet album – était une version allégée, sans tourelle dorsale. Voici l'appareil dans sa version standard.



des règles de sécurité du cloisonnement, ce qui pouvait donner lieu à une répression terrible. Décimé, le réseau *Pat O'Leary*, l'une des plus importantes filières d'évasion actives en France, fut rebaptisé *Françoise* en mars 1943. *Shelburn*, quant à lui, était un réseau organisé par le *M19*, un département des services secrets britanniques. Il y avait encore *Ali-France*, *Brandy*, *Possum*, *Vic*, etc.

Le travail des « helpers »

Les aidants qui œuvraient dans ces réseaux étaient appelés « helpers » par les Alliés. Ce mot perdure dans la littérature sur la Résistance. Trouver un hébergement, des habits et de la nourriture constituait leur première préoccupation. Pour le voyage, il fallait créer de faux papiers d'identité. Les « helpers » devaient beaucoup ruser pour acquérir des billets de train ou des autorisations de circuler. L'aviateur était convoyé par un guide de la région, donc plusieurs étaient nécessaires pour traverser la France. Ils devaient éviter que l'aviateur ne soit obligé de prendre la parole, car il pouvait être trahi par sa langue ou son accent. La ruse, connue, de le faire passer pour sourd et muet avait ses limites, surtout lors des nombreux contrôles. On imagine le sang-froid

et l'esprit d'à-propos que devaient avoir les aidants. Grâce à ces réseaux, environ 5 000 aviateurs rentrèrent à leur base. Ils purent reprendre la lutte et furent aussi la preuve vivante qu'en cas de problème, une aide importante existait en Europe.

Et les aviateurs allemands ?

Au fil du conflit, de moins en moins d'avions allemands survolèrent l'Angleterre. Quant à ceux qui étaient abattus dans le ciel de France, ils étaient secourus par l'armée allemande. Il existe cependant l'histoire surprenante d'un avion allemand tombé dans le lac du Bourget, en Savoie, en mars 1943. Deux aviateurs de la *Luftwaffe* parviennent à s'extraire de l'épave de l'avion. En raison de la température glaciale de l'eau, ils semblent néanmoins condamnés à une mort certaine, jusqu'à ce qu'ils soient secourus par des pêcheurs français. Au risque de passer pour des collaborateurs, ceux-ci les ont soignés et réchauffés. Difficile de choisir entre servir son pays et conserver son humanité... Les sauveteurs refusèrent les primes des Allemands, ils demandèrent à la place la libération de quatre prisonniers de guerre français de la région.

© JEAN-MARC BLACHE



L'avion allemand gît toujours au fond du lac du Bourget. L'eau douce semble avoir préservé l'appareil. Un projet de renflouement est à l'étude.





Les enfants de la **RÉSISTANCE**

Poursuivez votre aventure
avec François, Eusèbe et Lisa dans

LE JOURNAL



LES ROMANS

